

# L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



Hebdomadaire indépendant d'informations générales N°195 du lundi 25 octobre 2021- Prix: 3 000 GNF - Zone CFA: 500

RTG-Koloma  
**Ce que le syndicat des travailleurs demande à la Direction générale**



Victimes du régime Alpha Condé  
**Les révélations de Fatou Badiar Diallo**



Bruxelles  
**Cellou Dalein Diallo rencontre ses militants**



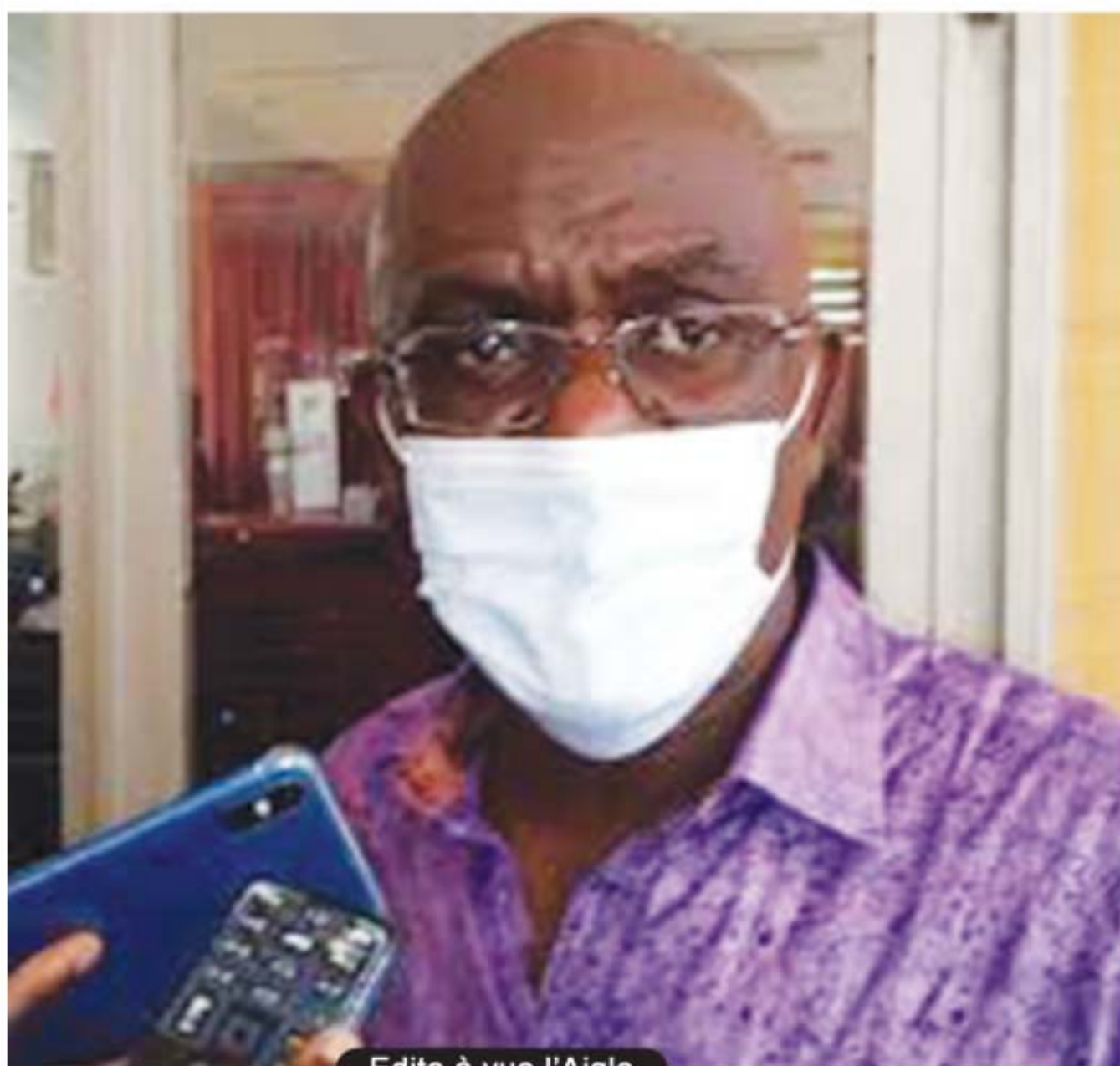
Sécurité et Protection civile  
**Les promesses du nouveau ministre Bachir Diallo** P.3

Détournement de deniers publics P.4  
**Les sévères avertissements du colonel Amara Camara**

Suicide de Souleymane Diallo P.5  
**Un responsable de la jeunesse UFDC charge le maire de Ratoma**

**Interview:** Bangaly Maty, DG de l'EDG P.3

## «J'ai engagé une revue approfondie de la structure d'EDG»



Edito à vue l'Aigle

## Double interprétation du concept "non-recyclage" !

Lors de sa rencontre avec les organisations faïtières de la jeunesse, le tombeur d'Alpha Condé, le colonel Mamadi Doumbouya a martelé qu'il n'y aura pas de recyclage. Comme il fallait s'y attendre, ces propos du nouvel homme du pays ont été diversement interprétés dans le pays... P2

## Edito à vue d'Aigle



### Double interprétation du concept "non-recyclage" !

Lors de sa rencontre avec les organisations faitières de la jeunesse, le tombeur d'Alpha Condé, le colonel Mamadi Doumbouya a martelé qu'il n'y aura pas de recyclage. Comme il fallait s'y attendre, ces propos du nouvel homme du pays ont été diversement interprétés dans le pays.

Pour certains, notamment les farouches opposants au troisième mandat d'Alpha Condé, il s'agira, sans état d'âme, de mettre de côté pour cette transition CNRD, toutes celles et tous ceux qui ont travaillé jusqu'au 5 septembre 2021 dans l'administration publique à des postes de responsabilité plus ou moins importants. Pour d'autres par contre, le président de la transition, chef de l'Etat et commandant en chef des forces armées n'a pas été suffisamment compris. Comme on le voit donc, il y a déjà une division entre Guinéens à propos du concept "non-recyclage". Il serait souhaitable que le président de la transition ne prenne pas sur lui la responsabilité de dresser des Guinéens contre des Guinéens. A travers tous les actes qu'il a posés à ce jour, le colonel Mamadi Doumbouya a plutôt donné la preuve qu'il est résolument engagé sur le terrain du rassemblement et de la réconciliation nationale. En tirant les leçons du passé et en écoutant les sages conseils, il parviendra certainement à mener à bien cette noble mission de rassemblement des Guinéens sur la base de la justice. Pendant cette phase transitoire vers un pouvoir civil, beaucoup lui conseillent de ne pas jeter précipitamment le bébé avec l'eau du bain, car il serait illusoire de croire qu'on pourra, dans l'immédiat, créer un "Guinéen nouveau", en faisant table rase du passé récent.

Il faut dire aussi que la mise à la retraite des officiers de l'armée et de la douane a été largement commentée dans la cité. Mais l'on ne devrait pas perdre de vue que dans l'administration publique, tout comme au sein des forces de défense et de sécurité, la retraite est un droit que chaque agent est appelé un jour à faire valoir après des années de loyaux services rendus à la nation. Le cas des officiers mis à la retraite ces derniers jours n'a donc rien d'un règlement de comptes, mais s'inscrit plutôt dans l'ordre normal des choses pour repartir du bon pied et donner un souffle nouveau aux différents services publics du pays.

Espérons que le colonel Mamadi Doumbouya et ses camarades du CNRD, aux commandes de la Guinée depuis le 5 septembre, réussiront à conduire une transition apaisée et inclusive pour faire gagner au pays sa place dans le concert des nations démocratiques, prospères et respectueuses des droits de l'homme.

Kèfina Diakité



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège: Hamdalaye 2 C/Ratoma à côté de la mosquée Diakitéya - BP: 6184 Conakry - République de Guinée  
Email: laigleinfos@gmail.com - Tél: (+224) 621 93 53 88 / 664 96 05 03

<b>Directeur de Publication &amp; Rédacteur en Chef</b> Ali Kefina Diakité Tél: 224 621 93 53 88	<b>Imprimeur</b> Bilo Diaby Tél: +224 621 06 92 09
<b>Secrétaire Général de la Rédaction</b> Tidiane Diallo	<b>Imprimerie</b> Warh Business Groupe
<b>Comité de Rédaction</b> Aly Badara Condé, Tidiane Diallo, Jean Tiby Sangaré, Samory Keita, Ali Kefina Diakité	<b>Distribution</b> L'Aigle Infos/Maison du Livre
<b>Service Commercial, marketing, abonnement, annonces &amp; Pub</b> Elie Tonguino	<b>Mise en page</b> Mohamed Lamine Camara Tél: (+224) 664 57 99 72 / 621 64 63 88
	Edité par: Kefina sarl (société de regie, d'édition et de communication)

RTG-Koloma

## Ce que le syndicat des travailleurs demande à la Direction générale

Ces derniers temps, force est de constater qu'il y a une crise profonde qui couve à la RTG. Les méthodes de gestion de Sékouba Savané, l'actuel directeur général, sont remises en cause par certains travailleurs de ce média d'Etat.



Dans un mémorandum rendu public cette semaine, le syndicat des travailleurs de la RTG a clairement et ouvertement menacé de déclencher une grève illimitée si leurs revendications ne sont pas satisfaites à la date de ce lundi 25 octobre 2021. Ils réclament entre autres : l'amélioration de leurs conditions de travail ; l'engagement à la fonction publique des stagiaires de la

RTG Koloma et Boulbinet ; la réhabilitation de la RTG Boulbinet ou RTG 2 ; la formation des cadres et du personnel de la station ; le paiement des ristournes et primes des reporters et techniciens de la RTG bloqués depuis deux ans sans justification par le directeur général ; le rétablissement des journalistes animateurs et des émissions injustement suspendus sans note de

service ; la fin des actes de discrimination ciblés contre certains travailleurs alimentés par le directeur général ; le rééquipement de la RTG ; des audits liés autour de l'utilisation des fonds décrochés du droit d'images de la société française TEMA. Les travailleurs vont-ils mettre leur menace à exécution ? Attendons de voir.

Tidiane Diallo

## Victimes du régime Alpha Condé

### Les révélations de Fatou Badiar Diallo

Lors de la rencontre entre le CNRD et les familles des victimes des répressions de l'Axe, le samedi dernier, Mme Fatou Badiar Diallo, emprisonnée suite à l'attentat contre le domicile d'Alpha Condé en 2011, a fait des révélations et porté des accusations contre certains anciens caciques du régime déchu.

« Si vous voyez que je n'ai pas parlé, ce n'est pas parce que je ne veux pas parler, mais c'est le moment de parler que je n'ai pas eu. Alors, c'est le moment qui est arrivé. Avec Colonel Mamadi Doumbouya, je prie le Bon Dieu qu'il puisse essuyer nos larmes parce qu'on pleure en profondeur, on pleure devant les gens. J'ai trop pleuré et j'ai fait pleurer des gens. Aujourd'hui, même si le colonel Doumbouya ne fait rien pour nous, au moins qu'il nous apporte le soutien moral », a confié Fatou Badiar Diallo. Avant de pointer un doigt accusateur vers ceux qui, selon elle, auraient confisqué les biens de son défunt mari. « Ceux qui ont pris mes biens sont là, ils roulent avec 3 de mes véhicules, tout ce qui était dans ma maison et tous mes domaines. S'il y a la justice, je vais les récupérer. Les véhicules, ils roulent devant



moi. Les Fabou, ils roulent devant et c'est mon mari qui les avait achetés. », affirme-t-elle. Avant de demander au CNRD d'écouter les victimes. « Il saura beaucoup de choses. Je me réserve un peu de dire d'autres noms. À ma sortie de prison, ce que j'ai vécu je connais. On a failli me

tuer encore, ils ont envoyé des voitures piégées chez moi, ils m'ont donné cadeau. C'est Dieu qui m'a sauvée. Seul Dieu est le juge, si le chef d'Etat m'écoute, je sais qu'il va m'écouter, j'ai à lui parler. », dira Fatou Badiar Diallo.

Tidiane Diallo

**Interview** Bangaly Maty, DG de l'EDG

**«J'ai engagé une revue approfondie de la structure d'EDG»**

**Dans une interview exclusive que le Directeur général d'électricité de Guinée (EDG) nous a accordée le jeudi 20 octobre 2021, Bangaly Maty est revenu largement sur les réformes engagées dans le secteur énergétique depuis sa prise de fonction, les soupçons de détournement, les rumeurs sur la hausse de son salaire et la hausse des factures de courant.**

A cette occasion, le premier responsable de l'EDG a rappelé l'état des lieux du secteur de l'électricité très névralgique. «A ma prise de fonction en février 2020, j'ai engagé une revue approfondie de la structure d'EDG. En travaillant avec trois équipes que nous avons mises en place. Chaque équipe est composée des membres des différents départements, pour comprendre les défis auxquels EDG est confrontée. Ce travail a pris environ un mois. A la sortie de cet exercice, nous sommes arrivés à la conclusion que les difficultés auxquelles EDG fait face, peuvent être regroupées en quatre catégories. La première, c'est le défi relatif à la subvention. L'EDG est aujourd'hui subventionnée aux alentours de 3 500 milliards de francs guinéens/an. C'est énorme, on ne peut pas continuer comme ça. La deuxième, c'est la sécurisation des recettes. Mettre des voies et moyens en place pour sécuriser le peu qui est gagné par la compagnie. La troisième, c'est des questions relatives aux ressources humaines. À l'EDG, nous avons environ 1450 employés. 78% des travailleurs ont plus de 40 ans; 51% ont plus de 50 ans. Les cadres supérieurs sont vieillissants. Ceci c'est une problématique à laquelle la compagnie fait face. La quatrième, c'est l'engagement des parties



prenantes. Tous les problèmes auxquels nous faisons face, sur les réseaux, l'incompréhension relative au paiement des factures d'électricité, des coupures des consommations abusives..., ces facteurs méritent d'être expliqués à la population et aux autorités pour trouver des solutions qu'il faut. J'ai trouvé quand même une EDG au sein de laquelle il y a eu assez d'investissement, notamment dans la construction des barrages hydro-

électriques», a-t-il indiqué. Par ailleurs, M. Maty se dit conscient des attentes des populations qui sont habituées à avoir le courant presque tous les jours. Cependant, il explique les raisons qui font qu'EDG est obligée de couper le courant à des moments. «Je pense que la question est en droit d'être posée. Les attentes des populations augmentent et c'est normal. On est habitué aujourd'hui à avoir le courant 24h/24, donc ces délestages

n'arrangent pas ces populations. La nature des coupures que nous avons, au niveau du déclenchement général, c'est que l'énergie ce n'est pas qu'un interrupteur, c'est un processus. Il y a la production, le transport, et la distribution. L'énergie est produite, il faut la transporter et la distribuer. Sur les lignes de transport, on n'a que deux. Si quelque chose arrive à une de ces lignes, toute la source de production sur cette ligne est coupée. Cela arrive indépendamment de la volonté de la compagnie», a-t-il expliqué. Et de poursuivre: «Les deux types de coupures sont dus à la nature du réseau. A Conakry, on a cinq gros postes qu'on appelle postes sources qui ont des puissances limitées. A un moment, quand la demande d'électricité est supérieure à ce que ces équipements peuvent fournir, ils n'ont plus la possibilité de fournir. Soit ça déclenche totalement, soit on est obligé de couper certains consommateurs pour que le système ne déclenche pas. C'est pourquoi dans certains quartiers, il n'y a pas de courant de 19heures à 00h, mais il revient à partir de minuit. Entre 2017 à 2020, la production a augmenté de 78%. On a quitté 1117 GWH pour monter à 1995 GWH. C'est énorme. Il y a des phénomènes de réseaux de fortunes que les populations créent elles-mêmes. Ces réseaux posent des pertes

techniques qui se font dans le dos d'EDG», a évoqué le DG. Profitant de cette occasion, Bangaly Maty a apporté des éclaircissements sur les soupçons de détournement de fonds au sein de sa société. Il vous souviendra que la direction des ressources dont M. Apollinaire Haba en est le premier responsable, avait été accusée d'avoir détourné la bagatelle de 3.000.000.000 GNF (trois milliards GNF): «Nous avons lancé un projet majeur de mise en place d'un système commercial. Nous avons commencé la mise en place d'un projet appelé PGI. C'est au cours de la mise en place de ce projet, qu'on a constaté des malversations potentielles, sur lesquelles les audits ont été faits. Nous avons trouvé que depuis des années, il y a un réseau de travailleurs qui fait des surfacturations de paiement. Les auteurs ont été identifiés et arrêtés, ils ont été soumis à un conseil de discipline. Le fait est que, dans les entreprises, il peut y avoir ces genres de comportements qui ne sont pas du tout acceptables. Quand les fautes sont commises, il y a des sanctions qui partent de l'avertissement jusqu'au licenciement. En fonction de nos règles, nous allons prendre des dispositions contre ces individus». Au-delà du Directeur des ressources humaines, une année après la prise de prise à la tête de l'EDG, Bangaly Maty, en personne, a été accusée d'avoir rehaussé son salaire à hauteur de 300%. Des accusations que le concerné a balayé d'un revers de main en apportant des précisions. «EDG a été gérée jusque-là par un organe externe, Veolia. Suite à cela, il a été décidé de recruter des Guinéens de qualité qui pourraient prendre la relève. Pour le poste du DG, il y a eu 83 candidats évalués par un Cabinet. Je me suis retrouvé parmi les meilleurs. Je peux vous garantir que je gagne 25% de ce que j'ai l'habitude de gagner avant d'occuper ce poste. Il n'appartient pas au DG de décider de son propre salaire. Le DG actuel d'EDG ne gagne même pas 30% de ce que son prédécesseur gagnait», a-t-il conclu. A la question de savoir quelles sont ses relations avec les nouvelles autorités, notamment le CNRD, le Directeur général de l'électricité de Guinée indique que la collaboration est bonne.

**Sécurité et Protection civile**

**Les promesses du nouveau ministre Bachir Diallo**

**Le vendredi 22 octobre, le nouveau ministre de la Sécurité et de la Protection civile, Bachir Diallo, a été installé dans ses nouvelles fonctions au cours d'une cérémonie qui a connu la présence du ministre secrétaire général du gouvernement, du ministre délégué à la défense nationale, de quelques membres du CNRD et des hauts cadres du département.**

Prenant la parole à cette occasion solennelle, Nawa Damey, secrétaire général du ministère de la Sécurité et de la Protection civile, a fait part de la disponibilité des travailleurs du département à accompagner le nouveau ministre dans ses nouvelles fonctions. « Monsieur le ministre, nous sommes prêts à vous accompagner et à être avec vous pour la réalisation des objectifs qui nous sont assignés par Monsieur le Président de la République et par Monsieur le Premier ministre », a-t-il promis. Quant au Secrétaire Général du Gouvernement, Abdourahmane Sikhè Camara, venu procéder à l'installation du nouveau ministre, il dira ceci : « Cette confiance placée en lui par le

Président de la République prouve à suffisance l'intérêt que le Chef de l'État, Chef suprême des armées accorde à la promotion des cadres guinéens sur la base du mérite, de l'engagement et de la motivation des uns et des autres pour s'intégrer dans le processus de développement socioéconomique de notre pays. Monsieur le ministre, vous prenez fonction dans un contexte de la transition, un contexte très particulier de l'histoire de notre pays avec d'énormes défis à et le souci de sécurité des populations guinéennes. Dans ce contexte le ministère de la sécurité et de la protection civile occupe une place de choix dont vous avez

la lourde charge de gérer désormais (...). Monsieur le ministre, l'un des plus grands défis qui vous est le rétablissement de la confiance entre les populations et les forces de sécurité et de protection civile qui se sont, faut-il le rappeler, fortement dégradées suite aux manifestations politiques qui ont caractérisées la vie nationale de notre pays ces dernières années ». Le nouveau ministre Bachir Diallo, pour sa part, a promis de faire du département de la Sécurité et de la Protection civile, le meilleur de tous les départements ministériels. « La tâche qui nous attend, elle est énorme, mais elle n'est pas

impossible. Je suis là aujourd'hui pour relever ce défi énorme et je vais relever ce défi, mais seul je ne pourrai pas. C'est avec vous, avec le concours des uns et des autres, la détermination de tout un chacun qui nous permettra d'arriver à cette fin. Pour cela en vertu des pouvoirs qui sont désormais les miens, je vais être amené avec vous et par vous à faire de ce département, le meilleur de tous les départements. Je vous garantis qu'on y arrivera », promet-il. Attendons de voir si les promesses du nouveau ministre seront tenues.

**Kéfina Diakité**

**Amadou Tidiane Diallo**

## Détournement de deniers publics Les sévères avertissements du colonel Amara Camara

Le samedi dernier, en conférence de presse, avec le pool financier, le ministre-secrétaire général de la Présidence, le colonel Amara Camara a martelé que le CNRD sera sans pitié pour tous ceux qui auraient versé dans le vol et le détournement des deniers publics.



« Le rôle de l'État, c'est de planifier, d'ordonner et de contrôler. Dans le mécanisme de contrôle qui a été mis en place, il a été constaté que des décaissements ont été effectués à une proportion qui méritait des explications sur des cas particuliers. Les personnes qui étaient responsables de cela ont été rappelées, invitées pour des séances de travail. Il leur a été demandé d'apporter des justificatifs des dépenses qui ont été effectuées. À l'heure actuelle, nous disposons de ces justificatifs. Des enquêtes et des mesures appropriées sont en train d'être prises par rapport à ces justificatifs. Là-dessus, on tient à le dire et on est très formel et très catégorique. S'il s'avère que des sorties d'argent n'ont pas

été dans l'intérêt du service public pour lequel ça a été débloqué, nous prendrons toutes les mesures liées à ces décaissements qui ont été faits. Là-dessus, on sera très regardant et il n'y aura aucun état d'âme. Parce qu'il est important aujourd'hui en Guinée qu'on comprenne et accepte le plus souvent que nous devons plutôt servir le pays que de se servir du pays. Moraliser la gestion de la chose publique est la seule chose qui nous permettra de sortir du gouffre dans lequel nous sommes plongés depuis plusieurs années. C'est le combat que le président est prêt à mener », a déclaré le colonel Amara Camara.

Tidiane Diallo

## Douane nationale

### La liste des 123 officiers mis à la retraite

Le mercredi dernier, le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a mis à la retraite 123 officiers des douanes...



#### Les Généraux

- 1) Général de division, Toumanay Sangaré
- 2) Général de brigade, Guilavogui Oubou Zézé
- 3) Karinkan Condé
- 4) Bangoura Ousmane Léonard
- 5) Camara Amadou Gueye

#### Les Colonels

- 6) Traoré Balla
- 7) Délamou Pépé Jonas
- 8) Koivogui Yoka
- 9) Traoré Issa
- 10) Touré Ibrahima Sory
- 11) Condé Amara
- 12) Camara Fodé Amidou
- 13) Soumah Alexandre
- 14) Kourouma Ibrahima
- 15) Bayo Kabinet
- 16) Touré Mohamed Lamine
- 17) Bangoura Lansana
- 18) Keita Kadé Mady
- 19) Traoré Saran
- 20) Camara Mamé
- 21) Traoré Kabinet
- 22) Traoré Mamady
- 23) Camara Sékou Amadou
- 24) Condé Aboubacar
- 25) Wamouno Lamé
- 26) Keita Mansakolon
- 27) Bangoura Jean-Pierre
- 28) Zabré Charles
- 29) Touré Almamy Sékou
- 30) Kaba Morciré
- 31) Camara Ibrahima Kalil
- 32) Bangoura Aboubacar
- 33) Camara Lancei
- 34) Keita Sory
- 35) Kaba Mamady
- 36) Sonassa Kaba
- 37) Traoré Sékou
- 38) Toupouvogui Kolou
- 39) Naomi Paya
- 40) Guilavogui Zézé

- 41) Touré Pévé
- 42) Kourouma Lansana
- 43) Bandiougou Keita
- 44) Touré Mariama Daouda
- 45) Doumbouya Facinet
- 46) Touré Mohamed Saliou
- 47) Camara Kerfalla
- 48) Camara Morlaye
- 49) Sylla Cheick
- 50) Kolié Siba Pascal Mathos
- 51) Zegbélemou Noel Nyankoye
- 52) Bangoura Soriba
- 53) Sylla Mamadou

#### Les Lieutenants-colonels

- 54) Sylla Ibrahima Sory
- 55) Touré Mariama
- 56) Diallo Ousmane Kolon
- 57) Camara Mamadou 3
- 58) Koné Sidiki
- 59) Kalivogui Nyankoye
- 60) Koundouno Madeleine
- 61) Balamou Jean-Bosco
- 62) Samoura Mamadou Dian
- 63) Guémou Nyankoye
- 64) Soumah Ousmane
- 65) Kolié Kéoulen
- 66) Koundano Pierre
- 67) Millimono Tamba Jacques
- 68) Keita Fodé
- 69) Tolno Antoine
- 70) Bangoura Yamoussa
- 71) Bah Aissatou
- 72) Kourouma Sory
- 73) Camara Bakary
- 74) Keita Dantigui
- 75) Samoura Mamadou
- 76) Doumbouya Mamdy
- 77) Soumah Ibrahima
- 78) Diallo Aissata
- 79) Savané Mohamed Youla
- 80) Keita Djenabou
- 81) Camara M'mah
- 82) Sylla Abdoulaye
- 83) Iliga Germain

- 84) Bah Souleymane
  - 85) Diallo Djibril
  - 86) TolnoJulien Saa
  - 87) Youla Fatoumata
  - 88) Mara Ousmane
  - 89) Diarra Sény
  - 90) Bangoura Mabinty
  - 91) Savané Balla
  - 92) Camara Mohamed Lamine
  - 93) Bangoura Lansana
  - 94) Camara Ténemba
  - 95) Keita Bandiou
  - 96) Dioubaté Faramani
  - 97) Diallo Nènè Oumou
  - 98) Diop Moustapha
  - 99) Condé Nounké
  - 100) Dombouya Somory
  - 101) Camara Wata Sékou
  - 102) Kaba Foulématou
  - 103) Keita Abdrahmane
  - 104) Kleyth Marie
  - 105) Barry Boubacar
  - 106) Touré Amara
  - 107) Doumbouya Ousmane
  - 108) Camara Fatou
  - 109) Camara Amara
  - 110) Camara Kerfalla
- #### Les Commandants
- 111) Grovogui Zaoro
  - 112) Soumah Aboubacar
  - 113) Sylla Mohamed
  - 114) Camara Sékou Abdoul
  - 115) Béavogui Nouhou
  - 116) Dopavogui Kolou
  - 117) Sylla Adama
  - 118) Sylla Sékou Amadou
  - 119) Condé Dantouman
  - 120) Bangoura Mohamed Kassory
  - 121) Traoré Djiba
  - 122) Baldé Ibrahima Kalil
  - 123) Bangoura Amara

Une synthèse  
de Kéfina Diakité

Lisez le  
journal numérique  
sur le site



Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Transition guinéenne

## Tierno Monénembo tient à ce que la justice serve de boussole

**Dans une tribune intitulée "Guinée : tous, les juger !" l'écrivain Tierno Monénembo rappelle au président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, la nécessité de faire de la justice notre boussole.**

« A son arrivée au pouvoir, le Lieutenant-Colonel, Mamadi Doumbouya nous avait assurés qu'il n'y aurait pas de recyclage. On attend qu'il tienne parole. On espère que le lugubre personnel qui a servi sous Alpha Condé fait partie du passé, désormais, et qu'il sera impérativement soumis au jugement du peuple avant de sombrer dans les trappes de l'Histoire.

Un papier de *Confidentiel Afrique*, reçu d'une amie me fait penser qu'il va dans le bon sens et que ceux qui ont commis des délits et des crimes sous les trois désastreux mandats que nous venons de vivre, ne seront pas récompensés mais punis. Ne confondons donc pas lutte contre le banditisme et chasse aux sorcières !

Voilà ce qui y est écrit : « Le Président Mamadi Doumbouya accélère le turbo...le nouvel homme fort de Conakry engage la traque des biens mal acquis des ex-dignitaires fortunés d'Alpha Condé. Selon des informations exclusives obtenues par *Confidentiel Afrique*, les nouvelles autorités ont pu débusquer en si peu de



temps, la grosse machine mafieuse mise en place au palais Sékoutouréyah de Conakry. Bill Gates, l'ex-intendant du palais, devenu Crésus, Komelan, neveu d'Alpha Condé, Sinkoun Kaba, Mohamed Diané, Kiridi Bangoura, le Franco-tchadien, Denis Adoum, Aminata Sylla DG Lonagui, le milliardaire libanais Fawzi Wazni, vont passer à

l'échafaud de la junte militaire. C'est le début de la guillotine pour les anciens dignitaires du régime déchu...ces collaborateurs se sont bien servis de la Guinée....

Les dégâts financiers sont gigantesques. Nos informations recoupées parlent de 6 000 millions de dollars qui ont transité dans des banques off-shore

entre Dubaï, Turquie, USA, Singapour, Paris, Abidjan et Francfort...

Selon les informations de *Confidentiel Afrique*, le Président Mamadi Doumbouya a juré en privé de traduire tous ces anciens pontes devant la justice guinéenne... »

En lisant cela, on ne peut qu'applaudir même si de l'autre côté, des informations peu rassurantes nous arrivent du sérail du CNRD. Bouréma Condé, ancien ministre de l'Administration du Territoire a été recasé dans un organisme militaire dont je ne retiens pas l'intitulé exact. Comme au bon vieux temps du professeur-président, Kassory Fofana, Damaro Camaran, Bantama Sow, Mamadi Diané et autres sbires du dictateur déchu, plastronnent dans les rues de Conakry et osent même se pavaner au siège du RPG. C'est honteux, c'est indécent, c'est scandaleux ! C'est une profanation du cimetière des martyrs de Bambéto ! C'est une provocation contre le peuple de Guinée ! Ces bandits aux mains tachées de sang méritent sinon

la prison de Coronthie où ils prenaient plaisir à torturer leurs victimes, du moins, une résidence surveillée avec privation de tous les instruments électroniques et contrôle strict et entrées et des sorties, ceci bien sûr avant qu'ils ne soient tous traduits en justice.

Justice, le maître-mot de la situation ! Oui, mon lieutenant-colonel, la justice doit nous servir de boussole, car la justice, c'est la panacée ! Partout où elle passe, les tensions ethniques et religieuses reculent. Ainsi que la misère économique qui va avec ! Regarder Singapour !

Un peuple qui persécute ses innocents, un peuple qui épargne ses voleurs et ses criminels est un peuple qui court à sa perte. Lieutenant-Colonel Doumbouya, ne poussez pas les Guinéens à se faire justice, eux-mêmes ! Cela ne serait bon pour personne d'entre nous ! », a écrit **Tierno Monénembo**.

Une synthèse de  
Tidiane Diallo

## Suicide de Souleymane Diallo

### Un responsable de la jeunesse UFDG charge le maire de Ratoma

**Le suicide par pendaison de Souleymane Diallo, administrateur général du marché de Taouyah, a fait réagir au sein de sa formation politique, l'UFDG. Un responsable du parti de Cellou Dalein Diallo, Mohamed Bakary Keita, a adressé une lettre ouverte au maire de Ratoma, Issa Soumah. Une lettre dans laquelle ce dernier est accusé d'avoir créé toutes les conditions pour le suicide du jeune homme.**

« Si j'ai pris le soin de vous adresser cette lettre ouverte, c'est que je le fais en tant que citoyen guinéen. Je ne m'adresse pas à vous en qualité de secrétaire national de la jeunesse de l'UFDG; au sein du parti, il existe des canaux de communication. Comme je ne parle d'un sujet afférent au parti, alors je vous interpelle. Je pourrais faire allusion à ce que nous avons en commun, le parti et ses valeurs, mais ces évocations ne servent qu'à vous rappeler ce que vous savez du sujet que j'aborde et que vous pourriez avoir sur votre conscience.

Monsieur le Maire, un de vos collaborateurs, Monsieur Souleymane Diallo, nommé par vous-même comme administrateur du marché de Taouyah s'est donné la mort par pendaison. Il était membre du parti, le même que vous : l'UFDG. Il fut un des membres du comité de soutien à votre élection à l'exécutif communal de Ratoma. Il était chargé de cours dans les universités privées. Il était d'un engagement sans faille quand il s'agissait de défendre les valeurs du parti. Alors, il ne se demandait pas s'il y avait à gagner pour son compte dès lors que les intérêts du parti étaient en jeu. Il était l'un des huit jeunes du parti qui avaient été arrêtés devant le Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation alors qu'ils protestaient contre l'annulation de la victoire de M. Kalemoudou

Yansané à l'exécutif communal de Matoto par M. Bourema Condé. Alors que 500 jeunes du parti avaient été annoncés à cette manifestation pacifique, seulement 39 avaient répondu à l'appel. Souleymane Diallo était dans les premières lignes. Il y fut arrêté avec moi et mis en prison de nombreuses semaines.

Monsieur le Maire, après que vous l'avez nommé administrateur du marché de Taouyah, vous l'avez dépouillé de toutes ses prérogatives au profit de vos amis. Il était réduit à néant et vivait un grand désespoir qu'il a tu et qui s'est exprimé par le drame affreux qui en a résulté.

Monsieur le Maire, derrière le suicide, se cache un message, celui de la préférence de la mort souvent violente et imminente à sa condition. Quel triste message ! Les raisons d'un tel choix doivent être identifiées, compris pour qu'il ne se perpétue pas. Le suicide n'est pas un acte anodin.

Monsieur le Maire, un collaborateur dont les prérogatives ne valent rien que le titre, qui n'a pas accès à celui qui le nomme, qui n'est pas écouté par ses collaborateurs, qui se sent méprisé et inutile vit un calvaire qu'il finit par gravir.

Sans nul doute, vos actions néfastes sont pour quelque chose dans le suicide de Souleymane. Quelles que fussent les raisons pour lesquelles il s'est donné la mort, le Maire que vous êtes aurait

dû se rendre dans sa famille pour lui exprimer votre compassion. Il fut votre collaborateur, un de vos grands soutiens, un membre de votre parti politique, un citoyen de votre commune. En vous refusant toute présence dans sa famille pour y présenter vos condoléances, vous montrez le mépris que vous n'avez cessé d'avoir à son égard. Ce ne serait pas trop si je vous dis que vous méprisez la jeunesse de l'UFDG et celle de la commune que vous dirigez. Nul besoin de vous rappeler que Souleymane Diallo était aussi un membre actif du CNJ-UFDG, du bureau fédéral de Ratoma 1 et un citoyen respecté de Ratoma pour son éducation. Au-delà de sa personne, il faudra admettre que vous méprisez les jeunes et êtes indifférent à ce qui les touche et insensible à l'épreuve qui frappe vos collaborateurs. Votre acte est inhumain et montre que vous n'êtes pas attentif aux cris de cœur de ceux placés sous votre administration.

Monsieur le Maire, comment avez-vous pu ne pas être affecté par ce drame ? Comment avez-vous pu être insensible à la mort tragique de Souleymane que vous connaissez bien et qui vous a toujours renouvelé son soutien ?

J'espère que l'UFDG en tirera toutes les conséquences. Il est évident qu'il existe un fossé entre vous et les citoyens de votre commune. Pour la prochaine élection communale, il serait



souhaitable de ne plus préférer Monsieur Issa Soumah aux jeunes du parti de Ratoma dont les compétences, valeurs humaines sont indéniables et surpassent celles du présent Maire. Comme il est méprisant vis-à-vis de la jeunesse du parti, insensible à ses peines, alors nous lui rendrons la pièce de sa monnaie.

Si je me suis résolu à rédiger cette lettre ouverte, c'est que je veux rester fidèle aux valeurs pour la défense desquelles je me suis engagé en politique. Si j'ai choisi de m'engager auprès du Président Cellou Dalein Diallo et que je me bats pour qu'il soit Président de la Guinée, c'est que j'ai la ferme conviction qu'il sera le Président de la réconciliation nationale, du décollage économique de notre

pays, de la justice et surtout de la défense humaine. J'ai toujours trouvé en lui un homme plein d'humanité et de compassion envers tous, même ceux qui le combattent injustement. Quand un de ceux à qui il a placé sa confiance et que nous avons défendu la candidature manque d'humanité envers un des jeunes du parti, un de ses collaborateurs, membre de la structure juvénile du parti, alors un sentiment d'indignation m'envahit. C'est celui-là que j'ai bien voulu exprimer dans cette lettre ouverte qui est une invite à la compassion, à la gratitude et aussi à l'humanité autant de valeurs qu'enseignent le Président Cellou Dalein Diallo », a écrit Mohamed Bakary Keita au maire de Ratoma.

Tidiane Diallo

Violences faites aux femmes

## L'émouvant témoignage du père de la fille violée par des "médecins" à Enta.

**Le père de la jeune fille violée récemment à Enta par des "médecins" a bien voulu se confié à nos confrères de Mediaguinee. Un témoignage dans lequel Mamadou Bhoie Sylla est revenu longuement sur le calvaire vécu par sa fille aînée.**



« J'étais allé au travail et ma mère m'a appelé pour me dire de vite venir car on dit que ma fille a un kyste dans son ventre et que si on ne l'opère pas, elle en mourra. Alors, ma mère s'est rendue à la clinique accompagnée d'un de mes frères. Et arrivée là-bas, on lui a dit de payer 1.500.000 GNF pour l'opération de ma fille. Ma mère a appelé mon grand frère pour qu'il prenne un million à la maison pour le lui envoyer à l'hôpital. Ensuite elle est allée trouver que ma fille est couchée inconsciente avec les yeux creux. Elle est claire de nature mais elle a subitement noirci. Elle ne parle pas, elle ne se rappelle pas de son père et elle ne se rappelle pas même de sa

grand-mère. Ma mère a posé la question de savoir ce qui n'allait pas. Le docteur a dit que ma fille a un kyste dans le ventre et que si on ne l'opère pas elle en mourra. Ma mère lui a demandé ce qu'il fallait faire, il a dit qu'il faut payer 1.500.000 GNF. Mais elle lui a dit qu'elle a 1.000.000 et que si elle peut verser ça d'abord pour ne pas perdre sa petite fille. Elle a donc payé la somme et ils ont opéré ma fille. Quand ils l'ont opérée, Patrice, Célestin et Pierre, ils ont pris ma fille et sont allés la faire coucher à la maison. Depuis qu'ils l'ont envoyé à la maison, elle ne pouvait plus se retenir, à peine elle s'arrêtrait qu'elle déféquait sur elle-même. Cela parce qu'ils l'ont violée et même son col ne

se ferme plus. Ma mère leur avait même dit de l'envoyer à l'hôpital. Quand moi je suis venu, je leur ai demandé l'ordonnance, il n'y en avait pas. Je leur ai demandé les papiers de l'examen, il n'y en avait pas. Je leur ai demandé aussi la radio, ça non plus il n'y en avait pas. J'ai dit mais ça c'est grave, comment vous pouvez opérer quelqu'un sans avoir aucun papier. Ils ont dit qu'ils avaient une pellicule et que c'était un kyste, ils m'ont montré une photo de kyste. Depuis 12 jours qu'ils l'ont envoyée à la maison, ça n'allait pas, je leur ai dit que s'ils n'emmenaient pas ma fille à l'hôpital je porterai plainte contre eux. C'est ainsi qu'ils l'ont prise pour l'envoyer à Dabompa chez Dr Cissé. Ce jour-là, lorsqu'ils l'ont fait envoyer, moi je n'y étais pas, mais sa mère, ma mère et d'autres membres de la famille étaient avec eux. Quand le médecin l'a vue, il a demandé qui avait fait une telle opération ? Que ces gens-là ont voulu la tuer et qu'on devait les enfermer et les condamner. Il dit mais qui paie pour ses soins, ils ont dit ses parents. Il dit non, ce n'est pas ses parents qui doivent payer pour ses soins c'est vous les faux médecins qui devriez le faire. Il leur a dit de s'occuper d'elle obligatoirement sinon lui-même Dr Cissé allait porter plainte contre eux. C'est là qu'ils ont commencé à payer pour les soins de ma fille. Elle a fait jusqu'à 3 semaines là-bas. Au cours de la 3ème semaine, ma mère m'a appelé pour me dire

qu'on lui a dit d'envoyer des poulets, quatre rouges et deux blancs. Je lui ai dit que moi je ne suis pas dans ce genre de choses et que moi-même je veux qu'ils envoient ma fille à Ignace Deen car là-bas il y a de grands médecins, si l'autre ne peut pas être disponible, l'autre le pourra. C'est lui-même, Dr Cissé, qui m'a dit non que le plus souvent c'est les stagiaires qu'on trouve sur les lieux. J'ai insisté, j'ai dit qu'il faut qu'elle aille à Ignace Deen et quoi qu'il en soit, on le réglera là-bas. Alors elle a fini la troisième semaine à la clinique là-bas, elle a été transférée à l'hôpital Ignace Deen. Ce jour de son transfert, ceux qui sont allés la chercher, tantie Djalikatou et son mari, ils sont de la même famille que Célestin. Il dit qu'ils ont étudié ensemble et qu'ils se connaissent bien...En tout, ils ont opéré ma fille 5 fois. La première fois, eux qui lui ont fait une mauvaise opération, en la faisant avorter et l'ont opérée. Ensuite ils l'ont envoyée chez Dr Cissé qui l'a opérée deux fois. Et comme là-bas aussi ça n'allait toujours pas, ils l'ont envoyée ici à Ignace Deen et ici aussi on l'a opérée deux fois. C'est ce qui fait 5 opérations, mais jusqu'à présent elle n'a pas encore recouvré la santé. Elle est toujours pareille. Actuellement, elle ne peut même pas marcher. L'eau ne circule pas, le sang aussi ne circule pas bien », a-t-il confié à Mediaguinee. Et de poursuivre en ces termes : « Cette histoire de viol m'a laissé sans voix, parce que je n'avais

pas imaginé qu'ils puissent se comporter de la sorte envers ma fille. Car nos voisins chez qui ils ont installé leur clinique sont de la même famille avec ma mère. La clinique en question est située à Entag mais il n'y a aucun indicatif qui montre que c'est une clinique. Ils ont juste mis des étagères à l'intérieur. Ils n'ont aucun appareil d'opération qui démontre qu'ils sont des médecins. C'est juste des stagiaires, ils n'ont pas fini d'apprendre leur travail et sont allés ouvrir une clinique pour tuer les gens.

Ma fille m'a dit que quand elle est allée là-bas, ils lui ont fait une injection et lui ont dit de boire du jus Vimto. Elle dit qu'elle ne voulait pas le boire car elle s'était rendue là-bas pour un problème de gastrite et typhoïde. Quand elle boit l'eau, l'eau s'arrête au niveau de ses poumons. Eux ils sont allés lui donner du Vimto, et depuis qu'elle a bu ce jus elle ne s'est pas retrouvée. Au moment où elle est revenue à elle, elle s'est vue nue dans le lit du médecin sans aucun vêtement. Elle ne pouvait même pas se lever. C'est ainsi que toute cette histoire a commencé...Aujourd'hui, ce que je souhaite c'est que la justice soit faite et qu'ils soient jugés comme il se doit. Je demande aux croyants de me venir en aide car une personne ne peut rien faire seule. J'ai neuf enfants et elle est l'aînée. Elle a fini ses études et c'est elle qui était censée m'aider à m'occuper de ses frères et sœurs. C'est dans cette souffrance que je suis actuellement. Je demande aux autorités de m'aider sinon l'état dans lequel ma fille est actuellement, si on ne m'aide pas je crains qu'elle ne puisse s'en sortir »

Une synthèse de  
Kéfina Diakité

Loi de finances rectificative 2021

## Les réserves et interrogations du CNRD

**Le Palais Mohamed V a servi de cadre, le samedi 23 octobre, à un point de presse animé par le Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD) sur la loi de finances rectificative 2021.**

Dans son intervention de circonstance, le ministre secrétaire général à la Présidence de la République, le colonel Amara Camara, a indiqué que cette loi de finances soulève assez d'interrogations. « Au regard de cette situation, le CNRD constate ce qui suit : l'inexistence de mécanisme fiable de contrôle sur les dépenses effectivement réalisables; l'absence de support expliquant certaines hausses de dépenses dans les Institutions et départements ministériels concernés; le manque de rigueur dans la répartition des dépenses publiques; l'insuffisance d'outil de planification des recettes mobilisables; l'insuffisance de

mobilisation et de la sécurisation des recettes; la mauvaise répartition des dépenses budgétaires sans prise en compte de l'orthodoxie financière. A cela s'ajoutent des prévisions de dépenses pour des structures quasi inexistantes ou non actives à savoir la CENI, le Haut conseil des collectivités, la Haute Cour de Justice, etc.», a déclaré le Colonel Amara Camara. Et d'ajouter : « c'est fidèle à son engagement de refondation de l'Etat et de moralisation de la vie publique que le CNRD a promulgué la loi de finances rectificative adoptée par l'ancienne Assemblée Nationale en vue de maintenir la



légalité budgétaire...Le respect scrupuleux des dispositions de la loi organique relative aux lois de finances notamment, en ses articles 25 et 28; les dépenses de personnels pour toutes Institutions Républicaines et les Départements Ministériels sont

renvoyés aux crédits correspondants figurant dans la loi de finances initiale, exercice 2021; la soumission des demandes de décaissement à une analyse et validation; la production de rapports de l'ensemble des opérations

effectuées de façon mensuelle ; l'exécution de la loi des finances rectificative 2021 de façon intégrale dans son volet recette ».

Kéfina Diakité

## Mosquée turque de Bambéto Une délégation du CNRD à la rencontre des familles des victimes des manifestations

Le samedi 23 octobre 2012, une délégation du Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD), conduite par Mohamed "Lion" Bangoura, a rencontré les familles des victimes des manifestations à la mosquée turque de Bambéto. C'était en présence des représentations des coordinations régionales de notre pays.



« J'implore le Bon Dieu pour qu'il pardonne tous nos morts. Effectivement, il y a eu des morts mais il y a la justice. Mais il n'y a pas de pardon sans justice. Les personnes qui sont mortes n'ont pas souhaité partir maintenant, c'étaient des futurs cadres de ce pays, c'étaient des futurs présidents de ce pays, c'étaient des grands ingénieurs qui devaient être dans ce monde mais ils sont tous partis. Donc, c'est pour vous dire que le président de la République, colonel Mamadi Doumbouya, pense bien que tout le peuple de Guinée doit s'unir et se donner la main pour l'unité et la

réconciliation nationale. », a déclaré l'émissaire du CNRD, Mohamed "Lion" Bangoura.

Quant à Elhadj Ousmane Baldé, connu sous le sobriquet de "Sans Loi", il a humblement demandé aux familles des victimes d'accepter le pardon en ces termes : « C'est quelqu'un qui n'a rien fait qui vous demande pardon aujourd'hui. Il était présent, il a tout vécu. C'est pourquoi ils ont pris leur responsabilité. Aujourd'hui, nous lui demandons de faire un partage équitable entre tous les fils et filles de ce pays...On n'était plus dans un État et dans un

Gouvernement. Nous demandons à Mamadi Doumbouya, le président de la transition, de redresser le pays pour que chaque Guinéen se sente mieux et que personne ne soit lésé...Très longtemps, il y a une partie qui est marginalisée, battue et même tuée. ».

Le porte-parole des différentes coordinations régionales, Gnouma Sory Leno, a par sa part dit ceci : « il y a eu trop de victimes. Nous avons tous subi, toutes les familles ont été victimes...Je voudrais rappeler une chose, la justice ce n'est pas seulement ceux qui ont été victimes pendant ces régimes de tuerie, de bastonnade ou de d'emprisonnement. La justice c'est aussi la manière par laquelle notre pays est géré. Aujourd'hui, nous constatons dans ce pays qu'il y a des grands et des petits Guinéens. Nous constatons qu'il y a des Guinéens qui ont droit à la justice et d'autres qui n'en n'ont pas droit. Nous constatons dans ce pays qu'il y a des gens qui ont droit aux richesses de ce pays et d'autres n'ont pas droit et ça c'est de l'injustice aussi. »

Kéfina Diakité

### Bruxelles

## Cellou Dalein Diallo rencontre ses militants

Le samedi 23 octobre, à Bruxelles, Cellou Dalein Diallo, le président de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), a rencontré ses militants lors d'un grand meeting. Il en a profité pour les remercier pour leur combat contre le régime d'Alpha Condé et plus particulièrement, le troisième mandat.

A en croire Cellou Dalein Diallo, c'est grâce aux soutiens des militants et sympathisants de Bruxelles et de l'Europe, que son parti, l'UFDG, a pu continuer le combat politique en Guinée. « Militants et sympathisants de l'UFDG, je voudrais vous remercier et vous féliciter pour le combat que nous avons mené avec succès, avec dignité, avec responsabilité pendant plus de 11 ans malgré les exactions, les emprisonnements arbitraires, malgré la destruction des biens et d'habitations infligés aux militants de l'UFDG et de l'opposition en général. Nous avons continué malgré tout sans renoncer, sans abdiquer. Je dois féliciter les militants, sympathisants et responsables de l'UFDG de Bruxelles et de



l'Europe. Votre contribution a été immense. Sans votre soutien, on n'aurait pas pu continuer tant la répression était forte et impitoyable mais nous avons tenu (...). Grâce à tout cela, nous avons rendu possible et

opportun un coup de force, un coup d'État. Si nous avions abdicé, le coup d'État n'allait pas être justifié parce que la crise était là », a indiqué Cellou Dalein Diallo.

Kéfina Diallo



Votre site indépendant d'information tous azimuts.

## Pourquoi le site www.kefinafasso.com

Depuis l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'on constate, avec bonheur, que des sites se sont créés en Guinée pour rapprocher davantage les populations des réalités des divers domaines de la vie nationale : politique, économie, culture, société, sport, santé, environnement, mines, développement durable, etc.

En lançant officiellement ce nouveau site d'information, dénommé www.kefinafasso.com, il est loin de nous la prétention de peindre en noir ou de brocarder tout ce qui a été fait à ce jour par la presse en ligne de notre pays.

"Kéfinafasso" se donne pour mission principale, en toute indépendance, la collecte, le traitement et la publication des informations fiables et crédibles sur la Guinée, l'Afrique et le monde.

L'objectif visé est de se positionner dans l'espace médiatique comme un site indépendant d'information tous azimuts pour rassembler les citoyens qui font de la Nation le cadre déterminant de l'action politique, et de la politique sociale un fondement de la Fraternité, composante essentielle de l'unité nationale.

L'administration et la rédaction du site "kefinafasso" se distingueront, en tout temps, par leur ouverture aux critiques et suggestions pertinentes qui, à coup sûr, leur permettront de s'amender et de corriger éventuellement des erreurs commises dans le processus de collecte, de traitement et de publication des informations.

La Guinée, notre pays, au regard de son passé qui divise plus qu'il ne rassemble ses fils, mériterait enfin que l'on lui déblaye le chemin menant à un développement harmonieux et multisectoriel. Pour ce faire, les médias en général et les sites d'information en particulier se doivent de jouer un rôle positif dans la construction d'une nation que nous voulons tous prospère et débarrassée définitivement de l'ethnocentrisme, du communautarisme, du régionalisme et du clientélisme sous toutes leurs formes. C'est cette mission ô combien noble et exaltante que le site "kefinafasso" ambitionne de mener sur le vaste chantier de l'information et de la communication au service exclusif des Guinéens de tous bords. Bienvenue et bonne lecture sur www.kefinafasso.com

La Rédaction

Niamey (Niger)

La délégation du FNDC rencontre l'ancien président Issoufou Mahamadou



Dans un communiqué rendu public le jeudi 21 octobre, le Front national pour la défense de la constitution (FNDC) a annoncé que sa délégation a rencontré le même jour l'ancien président Issoufou Mahamadou. « La délégation du Front national pour la défense de la constitution Guinéenne FNDC présente au Niger [ Niamey] dans le cadre d'une mission sous régionale a été reçue ce Jeudi 21 octobre par SEM Issoufou Mahamadou, ancien Président du Niger, ancien président en exercice de la CEDEAO, Président de la Fondation Issoufou Mahamadou (FIM) pour la Démocratie et la Paix. Les échanges étaient axés sur :

- Le défi de l'enracinement démocratique en Afrique notamment en Guinée et dans la sous région.
  - Le processus de transition en cours en Guinée pour une implication efficace des différents acteurs.
  - La lutte du FNDC contre les 3èmes mandats et son rôle dans la transition.
  - La place et la contribution de la jeunesse guinéenne en particulier et celle africaine en général dans la lutte pour l'instauration de la démocratie à travers la mise en place d'institutions solides pouvant garantir un état de droit de justice pour tous.
- Pour finir, le président Issoufou

a félicité et remercié le FNDC pour son combat en faveur de la démocratie en Guinée et la démarche entreprise depuis quelques semaines dans le cadre de la diplomatie citoyenne, tout en réitérant l'engagement de sa Fondation à accompagner le peuple de Guinée dans cette phase décisive de stabilisation. Les deux parties se sont engagées à maintenir un contact permanent pour le suivi du processus de transition en cours en Guinée. La rencontre a pris fin dans un climat de convivialité. », a écrit la Coordination Nationale du FNDC.

Tidiane Diallo

Côte d'Ivoire

Laurent Gbagbo reste poursuivi par la justice, rappelle le gouvernement



justice, et répète n'attendre aucune amnésie présidentielle pour lever cette épée de Damoclès suspendue au-dessus de sa tête :

« Je n'ai jamais braqué une banque. La BCEAO a été braquée par pas mal de braqueurs, par des rebelles. Et c'est Gbagbo qu'on condamne à 20 ans ? On ne va pas me faire admettre ce qui est inadmissible. »

Au cours de son interview à France 24, Laurent Gbagbo est revenu sur sa condamnation à 20 ans de prison par la justice ivoirienne dans l'affaire du « casse de la BCEAO », alors qu'il était enfermé à la Cour pénale internationale. L'ancien président la rejette. Depuis son retour en Côte d'Ivoire, il est libre de ses mouvements mais n'a toujours pas bénéficié d'une grâce ou d'une amnistie. Mercredi 20 octobre, le gouvernement a répondu à l'ex-chef d'État : il demeure poursuivi dans cette affaire.

Dans un long entretien accordé à France 24, Laurent Gbagbo a réclamé de nouveau la libération des prisonniers civils et militaires, détenus depuis la crise postélectorale de 2010-2011 qui a fait au moins 3000 morts. Le sujet de sa propre condamnation, par la justice ivoirienne, à 20 ans de prison dans l'affaire du « casse de la BCEAO » a aussi été abordé. Depuis son retour en Côte d'Ivoire, le 17 juin dernier, Laurent Gbagbo n'a jamais été inquiété par cette décision de

beaucoup de conflits à régler, y compris avec sa propre personne »

Pour réponse, le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, a précisé mercredi que ce jugement restait valide malgré l'acquiescement de Laurent Gbagbo par la CPI pour crimes contre l'humanité :

« M. Laurent Gbagbo a beau être étonné, il demeure poursuivi devant la justice ivoirienne. Je ne veux pas faire plus de commentaires sur les propos de M. Laurent Gbagbo, qui a beaucoup de conflits à régler, y compris des conflits avec sa propre personne. »

Le gouvernement indique tout de même que le président Alassane Ouattara a salué la présence du parti au pouvoir lors de la création de la nouvelle formation politique de Laurent Gbagbo, le week-end du 16-17 octobre. Celle-ci contribue à renforcer la réconciliation nationale, d'après le chef de l'État.

RFI

Gingembre

Quels sont les réels bienfaits ?

Il est facile de trouver de nombreux articles sur le sujet, mais peu s'en remettent aux Ses vertus aphrodisiaques l'ont rendu célèbre à travers le monde. Or, il est beaucoup plus qu'un simple stimulant de la libido. Le gingembre est doté de très nombreux atouts pour notre santé. C'est un allié en toute saison, et pour de nombreuses situations. Natura Force revient sur les pouvoirs bienfaits du gingembre, et vous présente à travers cet article ses propriétés thérapeutiques et médicinales hors du commun.

Ce qu'il faut savoir sur le gingembre

Comment se consomme-t-il ? Pourquoi associer gingembre et citron ? Existe-t-il du gingembre confit ? Si vous avez besoin de conseils pour consommer plus de gingembre au quotidien, en voici quelques-uns.

Comment le choisir ?

Le gingembre peut être consommé frais. Vous trouverez des racines fraîches en grandes surfaces ou en magasin bio. Dans l'idéal, choisissez un gingembre naturel, issu d'une agriculture biologique. Optez pour un gingembre doré comprenant des rhizomes peu ridés et visiblement frais. Son odeur doit être agréable. Le gingembre frais se cuisine. On le râpe ou le découpe en fines lamelles pour assaisonner divers plats cuisinés. Et d'ailleurs, les recettes ne manquent pas ! Il peut aussi s'ajouter à vos jus de fruits et de légumes.

Si vous optez pour du gingembre en poudre, préférez une épice issue d'une agriculture durable, et donc biologique. Le rhizome doit provenir de ses régions d'origine. Sachez que le gingembre confit peut également être issu d'une agriculture biologique. Privilégiez ces produits qui sont dépourvus de traitements chimiques et de pesticides. Par ailleurs, il vous est possible de réaliser des cures de gingembre plusieurs fois par année. On le trouve pour cela sous la forme d'un



complément alimentaire à ingérer chaque jour. Choisissez un gingembre naturel, cultivé dans ses régions d'origine et issu de l'agriculture biologique. Respectez les instructions présentes sur votre flacon pour profiter pleinement des bienfaits de la plante.

Pourquoi associer gingembre et citron ?

Le gingembre peut se consommer sous la forme d'une épice, et donc en poudre, à ajouter aux préparations culinaires. En poudre, on peut l'intégrer dans une boisson

à base de citron, pour profiter des bienfaits de la célèbre association gingembre-citron. Cette boisson aux vertus incroyables peut alors se consommer dans le cadre d'une cure ou simplement pour son goût unique ! Gingembre et citron sont des alliés de taille lorsqu'on souhaite perdre du poids, par exemple. Les vertus du gingembre et du citron portent également sur le système immunitaire, sur la peau et la digestion.

(Suite au prochain numéro)